

COMMUNIQUE DE PRESSE

Implantation de la ligne 18 : le territoire se mobilise pour préserver l'agriculture du Plateau de Saclay

Suite à la Conférence de presse du Vendredi 10 juin 2022

A l'institut Arvalis, Villiers-le-Bâcle



Vous pouvez voir l'intégralité de la conférence en ligne : www.bit.ly/ConfPresseSaclay

Participants :

- Vanessa Auroy, *Maire de Toussus-le-Noble*
- Patrice Berquet, *Maire de Châteaufort*
- Caroline Doucerain, *Maire des Loges en Josas et Présidente de l'association Terre et Cité*
- Bertrand Houillon, *Maire de Magny-les-Hameaux*
- Pierre-Alexandre Mouret, *Maire de Saint-Aubin*
- Pascal Thévenot, *Maire de Vélizy-Villacoublay et Vice Président de Versailles Grand Parc, en charge du développement économique*
- Guillaume Valois, *Maire de Villiers-le-Bâcle*
- Francisque Vigouroux, *Maire d'Igny et Président du SIAVB (Syndicat intercommunal pour l'assainissement de la vallée de la Bièvre)*

- Trois agriculteurs du territoire dont Pierre Bot, *représentant de la Chambre d'Agriculture de la Région Ile-de-France*

Huit maires et trois agriculteurs du Plateau de Saclay, dont un représentant de la chambre d'agriculture, se sont réunis vendredi 10 juin dans le cadre d'une conférence de presse afin de présenter publiquement leur position et leur mobilisation face aux modalités d'implantation de la ligne 18 du Grand Paris Express sur leur territoire.

Bien que l'annonce de l'abandon du viaduc a eu l'effet d'un soulagement sur le territoire, élus et agriculteurs dénoncent le préjudice grave que le projet actuel fera porter à l'agriculture du Plateau de Saclay. Tel qu'il est conçu, l'enclavement de plusieurs parcelles agricoles généré par le passage au sol de la ligne menace, sur le long terme, leur vocation agricole et le dynamisme de l'ensemble de la filière locale. Ce point de vue est partagé par un grand nombre d'acteurs sur le territoire, comme en témoignent les multiples contributions à l'enquête publique, et par la commission d'enquête, neutre et indépendante.

Face à ce constat, élus et agriculteurs demandent l'ajout d'une tranchée ouverte et pour partie couverte permettant de conserver certaines continuités agricoles. Cette solution est le résultat d'un dialogue entre les acteurs locaux membres de Terre et Cité qui, conscients des divergences d'opinion, ont adopté une posture constructive et accepté ce compromis. Confirmant la pertinence des aménagements demandés, la commission d'enquête a conditionné son avis favorable à l'utilité publique du projet à l'ajout d'une tranchée d'une longueur de 1200 mètres. Certes moins longue que la tranchée demandée par Terre et Cité, cette option représenterait un ultime compromis pour l'agriculture du territoire.

Pourtant, malgré ce consensus, la Société du Grand Paris et le Premier ministre ont refusé de prendre en compte la demande de la commission d'enquête. Pour les élus et les agriculteurs, les éléments avancés par la SGP pour tenter de justifier cette décision sont indignes. Contrairement aux affirmations de la SGP, les élus confirment que l'ajout d'une tranchée génèrera des bénéfices notables pour l'agriculture et qu'elle permettra une meilleure intégration paysagère du projet, moins de bruit, sans pour autant compromettre le bon fonctionnement hydraulique du bassin versant. En effet, l'expertise du SIAVB montre que la localisation en haut de nappe préserve de potentielles perturbations. Les élus ont également noté que les coûts supplémentaires liés à l'ajout d'une tranchée, de l'ordre de 30 millions d'euros selon les chiffres présentés par SGP sans explication détaillée, ne feraient que couvrir les économies réalisées grâce à l'abandon du viaduc. Par ailleurs, ils estiment que ces coûts additionnels doivent être analysés au regard des bénéfices sociaux mais également économiques qu'ils génèreront. Les élus ont en effet rappelé que l'agriculture est avant tout une activité économique et qu'elle participe à ce titre au dynamisme et à la vitalité du territoire.

Passant outre leurs différentes sensibilités politiques ou leurs positionnements divergents sur le bien fondé du projet, les élus se sont réunis et mobilisés pour défendre l'agriculture du Plateau de Saclay. Le 30 mai dernier, ils ont alors adressé un recours gracieux à la Première ministre, Elisabeth Borne, lui demandant une modification du décret signé par son prédécesseur. Ils espèrent maintenant que ces démarches aboutiront rapidement à des résultats concrets.

Citations :

“Nous, maires du Plateau, sommes rassemblés ici avec des agriculteurs et le Président du SIAVB pour dénoncer un coup majeur porté à l'agriculture de notre territoire. (...) Après toutes ces années de travail, nous défendons bien un « compromis de compromis », une ultime tentative de réaliser la ligne dans un minimum de respect du territoire qu'elle traverse.” Caroline Doucerain, Maire des Loges en Josas et Présidente de l'association Terre et Cité

“Il faut s'imaginer ce que représentent les nuisances sonores et visuelles du passage au sol d'un métro lourd toutes les 5 minutes à moins de 140 mètres des habitations” Guillaume Vallois, Maire de Villiers-le-Bâcle

“On oublie que l'exploitation agricole c'est aussi du développement économique, donc ceux qui imaginent pouvoir opposer développement éco des entreprises et développement économique des agriculteurs, ils ont tout faux (...) Qui peut imaginer qu'une entreprise veuille s'installer dans un territoire dont les dynamiques dénaturent le monde agricole ? ” Pascal Thévenot, Maire de Vélizy-Villacoublay

“Cela fait maintenant des mois que l'on demande une étude hydraulique que l'on a pas obtenue. En revanche la SGP se défousse en expliquant qu'il y a des risques hydrauliques qui justifient le choix de telle ou telle infrastructure. Donc nous on réclame des chiffres.” Francisque Vigouroux, Maire d'Igny et Président du SIAVB

« On a le sentiment que la SGP est une organisation figée dans une idéologie sur le choix de l'infrastructure, ce qui nous rend amer. » Francisque Vigouroux, Maire d'Igny et Président du SIAVB

« Les travaux impliquent des réductions de chaussées, l'été et l'automne vont être compliqués pour nos déplacements. On risque d'augmenter la longueur des bouchons sur le plateau avec ces blocages » Emmanuel Laureau, agriculteur.

“ En 2011, il y avait à peu près 200 actifs agricoles sur le plateau de Saclay. Aujourd’hui il y en a 360. L’agriculture du Plateau de Saclay est donc une entreprise économique en développement. Les exploitations ont des trajectoires longues d’évolution, il faut leur offrir des perspectives de fluidité de fonctionnement pour se projeter.” Pierre Bot, agriculteur et représentant de la Chambre d’Agriculture de la Région Ile-de-France

“ Le projet de Viaduc permettait déjà des économies par rapport au projet souterrain. Aujourd’hui, la SGP fait des économies d’économies avec son projet au sol. Ces économies se concentrent toutes sur le tronçon de 8 km qui traverse notre territoire alors que les 200 autres kilomètres de lignes ont été construites en souterrain pour des coûts exorbitants.” Bertrand Houillon, Maire de Magny-les-Hameaux